

## Les matières premières : chance ou malédiction ?

Philippe Chalmin 17 octobre 2019

*Comme un vol de gerfauts hors du charnier natal,  
Fatigués de porter leurs misères hautaines,  
(...) routiers et capitaines  
Partaient, ivres d'un rêve héroïque et brutal.  
Ils allaient conquérir le fabuleux métal  
Que Cipango mûrit dans ses mines lointaines,  
(José-Maria de Hérédia)*

Les matières premières sont la base du développement des civilisations. Que ce soient les Etrusques qui tiennent leur nom de la métallurgie de l'étain, les civilisations du bronze ou du fer bien avant, les Egyptiens et leur civilisation du blé, mais aussi les Perses. Métaux, matières premières agricoles furent les premiers objets d'échanges et aussi les premiers signes de richesse et de convoitise. Le sel fut matière d'organisations marchandes et de contrôle de nombreux états par les impôts, les épices ont créé de longs échanges avec l'Orient sur les routes de la soie. La conquête de l'Amérique est née de la recherche de l'or et l'argent par la route de l'ouest supposée concurrencer les routes traditionnelles.

La révolution industrielle s'est fondée sur le coton, contribuant au développement de l'esclavage et des colonisations. Bien sûr, elle s'est également construite sur la révolution des matières de l'énergie, avec le charbon et le moteur à vapeur. Enfin, notre vingtième siècle s'est bâti avec plusieurs énergies, dont le pétrole demeure le principal agent. Il a conduit de grandes puissances (Grande-Bretagne, France, puis plus récemment Etats-Unis,) à dominer les lieux de production, jusqu'à défendre leurs positions, se répartissant des droits à produire, vassalisant des états créés par eux, comme la plupart au Moyen-Orient, depuis 1919.

Dans l'ère moderne, de grandes entreprises, devenues multinationales, ont conquis l'exploitation et souvent le commerce des matières premières. Leur puissance contestée a conduit dans les années autour des années 60 à la nationalisation de nombre de ces entreprises, créant l'espoir que les dividendes reviendraient aux pays, et donc aux peuples des pays producteurs. On a parlé alors d'un nouvel ordre économique international. La richesse extraite devait servir au développement des pays, qui affirmaient ainsi leur indépendance. La possession de matières premières pouvait enfin devenir une chance, pensait-on, et aider au développement endogène, constituant un chemin vertueux vers l'industrialisation.

Pourtant les réussites sont très rares. On a même souvent assisté à un mouvement contraire. Pourquoi ?

Les matières premières sont gérées comme des rentes, produits d'une possession plus que d'une production organisée. Avec l'argent sont accrues les dépenses publiques, les importations qui concurrencent les produits intérieurs, l'inflation peut s'accroître, défavorisant les produits nationaux, la corruption prospère profitant à une classe privilégiée jusqu'à créer des classes oligarchiques. Parfois sont abandonnée l'agriculture (Nigéria, Algérie), oubliée l'industrialisation « indus-neutralisante » (Venezuela, Algérie), renforcées les inégalités sociales. C'est ce que l'on a coutume d'appeler le mal néerlandais, décrit lors de l'exploitation du gaz naturel en Groningue, laquelle, augmentant brusquement le solde commercial, a conduit à l'inflation puis à la récession dans les années 60. Le Canada a connu une telle maladie avec l'exploitation pétrolière qui l'a mise plusieurs années en récession. Ce peut donc être aussi une maladie de pays riche. Mais les pays fragiles sont plus exposés.

La chance devient une malédiction. Au début, une forme d'état providence lié à la rente s'établit, mais lorsque la ressource décroît ou voit ses revenus soumis aux crises, les déséquilibres économiques préalables réapparaissent et sont même amplifiés. De nombreux pays ont connu ce type de « maladie » des matières premières. Et pas seulement avec des matières extraites, mais aussi avec des produits du travail humain, comme les produits agricoles : le cas de l'Argentine essentiellement exportateur agricole est éclairant, allant de crise agricole en crise financière, sans jamais construire une économie moins dépendante des exportations. La Côte d'Ivoire avec le cacao est un autre exemple. Le caoutchouc, le café ont été ou sont des matières premières à risques. Plus récemment les métaux rares pour l'industrie

numérique, et toujours les matières métalliques, dont les crises révèlent les forces et faiblesses des pays qui en possèdent.

Il ne faut pas oublier que la lutte pour l'appropriation de matières premières (ou de matières précieuses) a pu être à l'origine de guerres, notamment en Afrique dans les temps récents, mais pas seulement. Ceci a pu conduire aussi à l'expropriation de paysans sans contreparties. Ce sont les États, aidant des compagnies minières, qui sont responsables de ces extractions meurtrières, parfois ce sont des groupes armés.

Seuls quelques pays ont réussi à tirer bénéfice de leurs richesses minières ou agricoles. La Norvège a créé un fonds souverain chargé de gérer la rente pétrolière pour les générations futures. Le Chili a créé un fonds de garantie pour réguler les humeurs du cuivre, sans que cela ne profite pour autant à tous les chiliens (ou peut-être parce que ne profitant pas ?). Le Ghana a organisé la gestion de son cacao. L'île Maurice s'est sortie du « tout sucre » en investissant notamment dans le tourisme.

On pourrait penser que des organisations mondiales de ces matières permettraient d'éviter ces malédictions. Elles ont parfois existé : coton, café, cacao et même pétrole avec l'Opep. Elles ont pu avoir une certaine efficacité, notamment dans les deux « décennies du développement », en maintenant la production autour des besoins ou en instituant des mécanismes de compensation. Mais elles ont perdu de leur influence (OPEP) ou disparu. La globalisation des économies et des échanges a accru l'importance des marchés internationaux, le rôle des intermédiaires financiers et l'instabilité des prix. C'est un changement majeur dans les trente dernières années.

Selon Philippe Chalmin<sup>2</sup>, la nature des matières premières, ou produites comme telles, font qu'elles sont aujourd'hui principalement soumises à des règles de marchés où l'instabilité règne. Les cartels, les oligopoles peuvent encore se constituer, mais leur existence est selon lui éphémère, la multiplicité des sources d'approvisionnement possibles et l'extension des marchés faisant éclater des regroupements protecteurs. La financiarisation de ces marchés, avec contrats, marchés dérivés, marchés à termes, a fait sauter les digues. Le mécanisme des prix spot est devenu lui-même un outil de réalisation optimisé des prix, qui intègre l'ensemble de la chaîne de coût et de résultat. On a pu voir ainsi nombre d'entreprises se dégager du raffinage quand il est apparu moins rentable...

Ceci n'empêche pas que des entreprises continuent de dominer dans certains marchés, mais elles le font en s'intégrant dans ces mécanismes instables et en y jouant. Soit en misant sur les quantités, les qualités ou sur la partie la plus valorisante du produit : c'est alors souvent au stade de la consommation. Le producteur est rarement en position de force.

La discussion a porté sur ces mécanismes de marché et la possibilité de les réguler. Philippe Chalmin estime que la régulation n'est plus possible aujourd'hui sur des marchés globalisés. Des solutions peuvent exister soit dans l'utilisation bien pensée des ressources tirées des matières premières (investissements, éducation, etc.) soit dans des regroupements localisés et temporaires. Mais les organisations des marchés sont devenues inopérantes. Il a cependant été souligné que ces marchés de matières premières sont profitables à un petit nombre d'acteurs en termes financiers. Ne peut-on agir à ce niveau ? Cela ne paraît pas simple !

La question environnementale entre de plus en plus en jeu : l'extraction de matières premières appauvrit et diminue les ressources, mais contribue encore aux pollutions. Elle est aussi l'objet de luttes sur des territoires de plus en plus nombreux.

Synthèse par Bernard Wolfer